Retiré

Sam ___
Am X a
Article 0.1

Projet de loi n°36

Nom du Loi sur le recouvrement du coût des soins de santé et des dommages-intérêts liés aux opioïdes

AMENDEMENT

ARTICLE 0.1

Ajouter, avant l'article 1 du projet de loi, l'article suivant:

0.1

Les principes suivants doivent guider la présente loi:

1° le respect de la personne et la reconnaissance de ses droits et libertés doivent inspirer chacun des gestes posés à son endroit;

2° les fabricants ou grossistes de produits opioïdes et leurs consultants doivent contribuer à la réparation des préjudices causés par leur faute;

Retiré NB

AMENDEMENT

**Loi sur le recouvrement du coût des soins de santé et des dommages-intérêts liés aux
opioïdes**

PROJET DE LOI N°36

**Article 0.1
(Introduction d'un nouvel article)**

Insérer avant l'article 1 du projet de loi l'article suivant :

« 0.1. Le ministère de la Santé et des ^{SCNB} services sociaux ne peut autoriser l'implantation d'un site offrant des services d'injection ou d'inhalation supervisé à moins de 250 m d'un établissement d'enseignement qui dispense des services d'éducation préscolaire, des services d'enseignement primaire ou secondaire, des services éducatifs en formation professionnelle ou des services éducatifs pour les adultes en formation générale. »

Rejeté NB

AMENDEMENT

Loi sur le recouvrement du coût des soins de santé et des dommages-intérêts liés aux
opioïdes

PROJET DE LOI N° 36

Article 10

L'article 10 du projet de loi est modifié par l'insertion dans son 3^e alinéa, après les mots « détérioration générale » des mots : « ou de la contribution à la détérioration ».

Retiré NB

~~Le 3^e alinéa de l'article modifié se lirait comme suit :~~

~~« Aux fins de la loi, une maladie, une blessure ou une affection s'entend également d'une détérioration générale **ou de la contribution à la détérioration** de l'état de santé ou encore de l'utilisation problématique de produits opioïdes ou de la dépendance à ceux-ci. »~~

AMENDEMENT

**Loi sur le recouvrement du coût des soins de santé et des dommages-intérêts liés aux
opioïdes**

PROJET DE LOI N° 36

Article 13

L'article 13 du projet de loi est modifié par l'insertion à la fin de l'article de l'alinéa
suivant : « Les sommes récupérées par le gouvernement devront être réinvesties en
prévention et en traitement et une reddition de compte annuelle devra être rendue
publique. »

NB

Rejeté NB

AMENDEMENT

Loi sur le recouvrement du coût des soins de santé et des dommages-intérêts liés aux opioïdes

PROJET DE LOI N° 36

Article 25

L'article 25 du projet de loi est modifié :

- 1° par l'insertion à la fin des paragraphes 1°, 2°, 4° et 5° après les mots « le risque » des mots « de maladie, de blessure ou d'affection »;
- 2° par l'insertion aux paragraphes 6°, 8° et 9° après les mots « les risques » des mots : « de maladie, de blessure ou d'affection »;
- 3° par l'insertion au paragraphe 10° après les mots « qui étaient susceptibles » des mots « de consommer ou » ;
- 4° par l'insertion au paragraphe 11° après les mots « pour la santé résultant de » des mots : « la consommation ou de ».

Retire NB

~~L'article modifié se lirait comme suit:~~

~~Dans le partage de responsabilité qu'il effectue en application de l'article 24, le tribunal peut tenir compte de tout facteur qu'il juge pertinent, notamment des suivants:~~

- ~~1° la période pendant laquelle un défendeur s'est livré aux actes qui ont causé ou contribué à causer le risque **de maladie, de blessure ou d'affection;**~~
- ~~2° la part de marché du défendeur à l'égard du type de produits opioïdes ayant causé ou contribué à causer le risque **de maladie, de blessure ou d'affection;**~~
- ~~3° le degré de puissance du type de produits opioïdes fabriqués ou promus par un défendeur;~~
- ~~4° les sommes consacrées par un défendeur à la promotion du type de produits opioïdes qui a causé ou contribué à causer le risque **de maladie, de blessure ou d'affection;**~~

5° la mesure dans laquelle un défendeur a collaboré ou participé avec d'autres fabricants, grossistes ou consultants aux actes qui ont causé, contribué à causer ou aggravé le risque **de maladie, de blessure ou d'affection**;

6° la mesure dans laquelle un défendeur a procédé à des analyses et à des études visant à déterminer les risques **de maladie, de blessure ou d'affection** pour la santé résultant de l'exposition au type de produits opioïdes visé;

7° la mesure dans laquelle un défendeur a joué un rôle prépondérant dans la fabrication ou la promotion du type de produits opioïdes visé;

8° les efforts déployés par un défendeur pour informer les professionnels de la santé et le public des risques **de maladie, de blessure ou d'affection** pour la santé résultant de l'exposition au type de produits opioïdes visé;

9° la mesure dans laquelle un défendeur a continué la fabrication ou la promotion du type de produits opioïdes visé après avoir connu ou dû connaître les risques de maladie, de blessure ou d'affection pour la santé résultant de l'exposition à ce type de produits;

10° la mesure dans laquelle un défendeur a continué la promotion du type de produits opioïdes visé après avoir connu ou dû connaître le fait que la quantité ou la dose de ce type de produits ne tenait pas raisonnablement compte des besoins en matière de santé des bénéficiaires de soins de santé qui étaient susceptibles **de consommer ou d'être exposés** à ce type de produits;

11° les mesures concrètes prises par un défendeur en vue de réduire les risques pour la santé résultant de la **consommation ou de l'exposition** au type de produits opioïdes visé.

Projet de loi n° 36

Loi sur le recouvrement du coût des soins de santé et des dommages-intérêts liés aux opioïdes

AMENDEMENT

ARTICLE 31.1

Ajouter, après l'article 31, l'article suivant :

31.1

Le ministre crée un comité de suivi composé de représentants de différents groupes ou de personnes pour le suivi de l'application de la loi, quant à l'utilisation des sommes recouvertes, afin de contribuer à l'amélioration des services de santé liés aux opioïdes

Le comité a le mandat de conseiller le ministre en matière:

1. D'activités et de programmes de surveillance et de recherche concernant les opioïdes sur l'état de santé de la population,
2. De soins curatifs en lien avec l'usage des opioïdes

3. D'activités et de programmes de prévention des méfaits des opioïdes et de promotion de la santé.

Le comité doit être constitué notamment de:

1. Représentant.e.s des communautés autochtones
2. Représentant.e.s du milieu communautaire
3. Directions régionales de santé publique

Rejeté NB